



Paris, le 30 janvier 2024

Communiqué de presse

Discours de politique générale

Un cap a été donné : des mesures confirmées mais des attentes qui restent fortes

Le cap a été fixé par le nouveau Premier ministre aujourd'hui devant la représentation nationale. Beaucoup de réformes ont été engagées depuis 2017 et malgré les crises successives, le bilan est solide. Je partage les quatre grandes thématiques de l'action à venir : pour que le travail paie mieux, pour que nos services publics soient accessibles par tous et partout, pour le respect des droits et des devoirs, pour accélérer encore la transition écologique.

Le Premier ministre a annoncé différentes mesures auxquelles je souscris : contraindre les branches professionnelles à rémunérer a minima au SMIC, **concrétiser la solidarité à la source**, déployer les services d'accès aux soins dans tous les départements, **revaloriser les infirmières scolaires, mieux accompagner les élèves porteurs de handicap sur le temps méridien et ainsi soutenir les accompagnants des élèves en situation de handicap (AESH)...**

Néanmoins, la première priorité des Français est leur difficulté à se loger. Sur cette problématique majeure, les axes proposés m'interrogent. Assouplir la loi solidarité et renouvellement urbain – SRU – me semble constituer un mauvais signal, risquant de mener à une baisse des constructions de logements sociaux. **La baisse des loyers et des taux d'intérêt, l'accès facilité aux logements sociaux doivent être engagés.**

Baisser la fiscalité est une manière d'augmenter le pouvoir d'achat des classes moyennes. Toutefois, cette réduction d'impôts, additionnée aux investissements colossaux nécessaires à la transition écologique, est inconcevable avec la maîtrise du déficit public. **L'utilisation de l'outil fiscal ne doit pas être tabou lorsqu'il est engagé dans un esprit de justice fiscale.**

La mobilisation inédite et légitime des agriculteurs aurait nécessité des mesures plus concrètes et immédiates. **J'appelle le Premier ministre à concevoir un véritable plan d'action pour répondre à leurs revendications**, en premier lieu, un revenu décent. Je serai force de propositions.



Paris, le 30 janvier 2024

Communiqué de presse

Discours de politique générale

Un cap a été donné : des mesures confirmées mais des attentes qui restent fortes

Je salue les nouveaux droits sur la fin de vie, le renforcement des unités de soins palliatifs, et la concrétisation de l'inscription de l'interruption volontaire de grossesse (IVG) dans notre Constitution. Je déplore néanmoins la privation de droits acquis : **la réforme annoncée de l'Aide médicale d'État (AME) risque de mettre à mal cette politique de santé publique.**

Enfin, **le Premier ministre n'a pas évoqué la loi de programmation « grand âge »** très attendue par le secteur, je le regrette. Je souhaite qu'un texte détermine de façon pluriannuelle les moyens financiers à engager pour faire face à la perte d'autonomie des personnes âgées, en soutenant professionnels – Établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD), maintien à domicile – et aidants.

Ces annonces doivent maintenant être déclinées concrètement pour que les Français voient des changements effectifs. **Je continuerai à m'inscrire dans une logique d'exigence au sein de la majorité.** Le Premier ministre s'engage à respecter les oppositions avec la volonté d'un travail commun. J'espère que nous pourrons concrétiser cette nouvelle méthode avec les oppositions constructives qui le souhaitent et un Gouvernement au complet le plus rapidement possible. **En tant que Députée, j'y prendrai toute ma part pour faciliter les compromis et engager les réformes utiles et justes pour les Français.**

Stella DUPONT